

PH. BONNEFOND  
MRE - CD

oct 1984

H A U T E - V O L T A

*diffusion  
documentaire*

1. - LE CONTEXTE :

La Haute-Volta (qui s'appelle désormais le Burkina-Faso) est classée parmi les pays économiquement les moins avancés (PMA). Pays sahélien enclavé la Haute-Volta a une superficie de 274 200 km<sup>2</sup> et une population résidente d'environ 6,2 M d'habitants soit 22,5 habitants/km<sup>2</sup>. Cette population est inégalement répartie (jusqu'à 60 habitants/km<sup>2</sup> dans certains arrondissements du plateau mossi) et faiblement urbanisée (8,4 %). Par ailleurs 44 % des Voltaïques ont moins de 15 ans. Le taux de croissance démographique annuel moyen est estimé actuellement à 1,2 % (doublement en 58 ans) du fait des migrations (taux de croissance migratoire 0,6 %) le taux de croissance naturelle étant de 1,8 % ; ce phénomène des migrations a dans ce pays une importance capitale (même s'il a tendance à diminuer depuis 1981) puisqu'on estime à plus de 1 million (14 % de la population administrative) les **Voltaïques** qui vivent à l'étranger, surtout dans les pays forestiers du sud (Côte d'Ivoire, Ghana,...) ; la mobilité interne de la population est également assez forte. La croissance de la population urbaine est quant à elle actuellement estimée à 4,5 % par an. On prévoit 6,7 millions d'habitants en 1990 et 7,6 M en l'an 2000.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) au prix du marché étant de l'ordre de 367 MDS F CFA en 1983 soit une augmentation de 8,8 % en valeur par rapport à l'année précédente. Dans ces conditions le PIB par habitant est d'environ 60 000 F CFA. Sur la période 1978 - 1982 le taux de croissance annuel moyen en volume du PIB a été au maximum de 1,8 % (ce qui correspond simplement au taux de croissance naturelle de la population). La répartition et la croissance (en valeur) en 1982 du PIB au coût des facteurs par secteur étaient les suivantes :

	1 9 8 2	1 9 8 2 / 1 9 8 1
Primaire	38 %	+ 6,3 %
Secondaire	17 %	+ 13,7 %
Tertiaire	45 %	+ 15,4 %
TOTAL	100 %	+ 10,8 %

Bien qu'employant plus de 90 % de la population la part du secteur rural dans la formation du PIB diminue d'année en année alors que celle des services (le commerce surtout) augmente.

19 MARS 1985

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° : 17.080 ex 1  
Cote : B

30 B 17.080 ex 1

## 2. - LE SECTEUR RURAL :

### 2.1 - Les cultures :

Les cultures représentent environ les deux tiers de la valeur ajoutée du secteur primaire. Il s'agit essentiellement d'une agriculture pluviale sur des sols souvent dégradés et victime de déficits (et mauvaise répartition) pluviométriques fréquents. Cela a été le cas en 1983 année durant laquelle ce déficit a été estimé au niveau national à 30 % de la moyenne des dix dernières années, mais dans certaines régions (au Nord) il atteint 50 % (démarrage tardif de l'hivernage et arrêt précoce des pluies).

Au niveau céréalier on estime la production de la campagne 1983/84 à 1 135 000 T soit une baisse de 4,4 % par rapport à l'année précédente qui était déjà en baisse de 6,9 %. La répartition entre les différentes céréales est environ la suivante : mil et sorgho 88 %, maïs 10 % et riz 2 % (dont une partie en irrigué). Compte-tenu du niveau de production le déficit céréalier a été d'environ 120 000 T mais très inégalement réparti d'une région à l'autre ; le nord et les villes risquent d'être victimes d'une pénurie alimentaire. Le déficit a été partiellement comblé par l'aide alimentaire internationale mais il se pose pour elle comme pour le commerce interrégional des problèmes de transport surtout au moment de l'hivernage (difficultés d'accès à des populations dispersées ou refus des commerçants s'ils n'y trouvent pas d'intérêt financier). Par ailleurs l'afflux de Maliens qui ont fui leur région encore plus déficitaire ne fait qu'aggraver le problème en Haute-Volta. Les importations de céréales ont augmenté ces dernières années et le déficit actuel risque d'aggraver cette tendance; en 1982 la Haute-Volta a importé pour 8,2 MDS F CFA de céréales (80 000 T) (dont 3,6 MDS de riz, 33 000 T) soit 7 % de la valeur totale des importations ou 21 % des recettes d'exportation.

La principale culture de rente, est le coton (la Haute-Volta est le troisième producteur de l'Afrique occidentale francophone). Malgré une légère progression de la superficie cultivée en 1983 par rapport à 1982 (+ 7,7 % avec 77 500 ha) la production a baissé de 4,7 % (72 000 T de coton-graine en 1983) du fait d'une diminution des rendements (- 11,5 % avec 929 Kg/ha). La baisse de la production est en partie compensée par une amélioration du rendement à l'égrenage (+ 1,7 %). On peut penser que la Haute-Volta réussira à atteindre dans les années à venir un niveau de production de 100 000 T. La totalité de la production étant commercialisée (à 70 FCFA/Kg) les revenus distribués aux paysans s'élèvent à 5 MDS F CFA (+ 7,6 % dû à une augmentation de 12,9 % du prix d'achat). Les exportations des produits du coton se sont élevées à 9,8 MDS (+ 18 %) en 1983 soit 23 % de l'ensemble des exportations ce qui montre bien leur importance dans la balance commerciale; les cours du coton ont été longtemps à la hausse, celle-ci s'est actuellement arrêtée et il est probable que dans les mois à venir les cours seront plutôt orientés à la baisse.

La commercialisation des amandes de karité est assez importante (45 000 T en 1983/84) et les exportations d'huile et d'amandes sont en progression avec 5 MDS F CFA soit 12 % de l'ensemble des exportations. La culture du sésame donne lieu également à quelques exportations. Enfin, en ce qui concerne l'arachide il n'y a que 2 000 T de commercialisées sur une production de plus de 100 000 T et les exportations sont très faibles.

### 2.2 - L'élevage :

Le nombre de bêtes peut être estimé en Haute-Volta à environ 3 M de bovins, le même nombre de caprins et 2 M d'ovins.

Compte-tenu de la sécheresse les pâturages ont été peu fournis et le niveau de la nappe phréatique qui permet d'approvisionner le bétail en eau a sérieusement baissé ; cette rareté des pâturages et des points d'eau a eu pour conséquence des pertes au niveau du troupeau bovin supérieures en 1983/84 à celles des années 1972 et 1973. De plus les actions de développement de l'élevage restent très limitées et la couverture sanitaire n'est pas assurée de façon satisfaisante en raison du manque de moyens dont souffrent les services techniques. La tentative de promotion des exportations de viande (plutôt que d'animaux sur pieds) dans le cadre de l'Office National d'Exploitation des Ressources Animales (ONERA) constitue par ailleurs un échec total. Les produits d'élevage demeurent malgré tout la principale exportation de la Haute-Volta avec en 1983 un total de 14,9 MDS F CFA (+ 24 %) soit 35 % de l'ensemble des exportations.

### 3. - LES MINES ET L'INDUSTRIE :

L'ensemble du secteur secondaire ne représente que 17 % du PIB et ceci d'une manière assez stable ces dernières années malgré un développement particulièrement rapide induit par les dispositions favorables du code des investissements. Toutefois depuis plusieurs années les activités industrielles accusent une baisse sensible : diminution du rythme des investissements, compression de personnel, détérioration de la situation financière (l'Etat doit 5 MDS au secteur privé), ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires (d'où une baisse des recettes de la taxe sur le chiffre d'affaires pour l'Etat), dégradation de la rentabilité, diminution des débouchés (baisse du pouvoir d'achat) et cessations d'activités. Compte-tenu en particulier du changement de régime en Haute-Volta et des orientations politiques du nouveau gouvernement les opérateurs économiques ont adopté une attitude d'observation et d'attente qui a eu en particulier pour conséquence un ralentissement des importations donc une baisse des recettes douanières pour l'Etat.

La production minière est actuellement négligeable. Elle se limite à une mine d'antimoine et une carrière de marbre. La mine d'or de Poura fermée en 1966 a été rouverte en 1981 et elle vient d'entrer à nouveau en production en 1984 après des investissements d'un montant de 16 MDS. Les réserves sont de l'ordre de 22 t (soit 80 MDS CFA) qui seront extraites durant une dizaine d'années au rythme d'environ 2 t par an. Cette exploitation doit permettre la création de 800 emplois, contribuer à la réduction du déficit commercial et créer un pôle de développement régional (des investissements complémentaires sont réalisés dans le domaine de la formation et dans le secteur agricole). De nouvelles prospections sont également entreprises dans la même région. Dans le domaine minier il convient également de citer le gisement de manganèse de Tambao dont le projet d'exploitation est toujours à l'étude mais qui manque de financements car sa rentabilité n'est pas assurée étant donné l'importance de l'investissement requis et la mauvaise conjoncture mondiale pour ce produit. Enfin il existe des gisements de phosphate qu'on envisage d'exploiter pour en faire bénéficier l'agriculture voltaïque.

L'industrie occupe moins d'1 % de la population. Elle est dominée par les PME, l'industrie légère de transformation, surtout de produits agricoles (60 % de la production), et la fabrication de quelques produits de substitution aux importations. Outre les difficultés conjoncturelles citées plus haut l'expansion industrielle est freinée par d'importantes contraintes : coût élevé des facteurs

de production (frais de transport), manque de matières premières locales, étroitesse du marché intérieur et manque de main-d'oeuvre qualifiée.

#### 4. - LES ECHANGES EXTERIEURS : (1)

D'année en année, les exportations augmentent en valeur (sauf entre 80 et 81) et en 1983 elles devraient être de l'ordre de 42 MDS F CFA (+ 7 % par rapport à 1982). Les produits agricoles représentent maintenant les 3/4 des exportations (83/82 : + 17 %) leur part étant en augmentation. Les principaux produits concernés, comme nous l'avons déjà vu, sont l'élevage (35 %), le coton (23 %) et le karité (12 %).

De la même manière chaque année les importations en valeur augmentent. Les projections pour 1983 prévoyaient 125 MDS (+ 10 %) mais il est possible que la réalité soit inférieure compte-tenu de l'attentisme des opérateurs économiques cette année là (cf plus haut). Les principaux postes sont les biens d'équipements (38 %) ainsi que les produits alimentaires et pétroliers (18 % chacun). En 1983 les importations de produits pétroliers devraient représenter 53 % de la valeur des exportations, pourcentage en hausse continue ces dernières années bien que la consommation de ces produits ait baissé en 1983 (- 5 % avec 126 000 T) contrairement aux années précédentes. La valeur absolue des importations pétrolières (22 MDS en 1983) augmente chaque année (83/82 : + 11 %) ainsi que leur part qui semble toutefois se stabiliser en 1983. Par ailleurs, en ce qui concerne les importations de produits alimentaires ils ont représentés en 1983 54,4 % de la valeur des exportations. La valeur absolue de ces importations (23 MDS en 1983) tend à se stabiliser depuis 1981 ce qui permet à leur part dans l'ensemble des importations de diminuer (de 23 à 18 %). Cependant la Haute-Volta continue à importer plus de produits alimentaires qu'elle n'en exporte. Les céréales représentaient en 1982 37 % des importations alimentaires et le riz 44 % des importations céréalières. Il apparaît cependant que ces dernières années la production nationale de céréales n'a jamais couvert moins de 92 % (en 1983) de la demande ; ce taux a toutefois tendance à se dégrader. Pour son équipement, son énergie et une partie de son alimentation la Haute-Volta dépend totalement de l'étranger.

Le déficit de la balance des marchandises FOB est structurel et il s'accroît d'année en année. En 1983 on estime actuellement qu'il a été de l'ordre de 59 MDS (il est possible que la réalité soit supérieure). La couverture des importations par les exportations est très faible, environ 1/3, guère plus, et si on freine les importations on diminue les recettes douanières qui sont essentielles pour le budget de l'Etat (55 à 60 % des ressources budgétaires). Les termes de l'échange de la Haute-Volta lui sont nettement défavorables.

La balance des paiements après avoir eu un solde positif est négative depuis deux ans les transferts nets sans contrepartie et les capitaux nets des secteurs non monétaires n'arrivant plus à contrebalancer le solde lourdement négatif de la balance des biens et services (- 98,6 MDS en 1983). Dans ces conditions le solde global de la balance des paiements s'est établi en 1983 à - 5,3

---

(1) Nous prenons ici en considération l'ensemble du commerce extérieur et pas seulement celui recensé par le service des douanes.

MDS F CFA (-3,3 MDS en 1982). Les avoirs extérieurs nets qui étaient négatifs jusqu'en 1982 ont été positifs en 1983 : + 5,6 MDS en décembre soit 7 % de la masse monétaire.

5. - LES FINANCES PUBLIQUES :

5.1 - Le budget 1984.

La loi de finances 1984 constitue un budget d'austérité, conséquence de la situation économique et financière du pays. Il se caractérise par un accroissement global des dépenses limité à 8 % de la manière suivante :

	Mds	F C F A	%	84/83
Budget de fonctionnement	58,9		94	+ 9,7 %
" d'investissement	3,7		6	- 11,9 %
TOTAL	<u>62,6</u>		<u>100</u>	<u>+ 8,1 %</u>

Le déficit prévisionnel, qui devra être couvert par l'aide extérieure, est de 5 MDS (+ 35 %). Les dépenses de fonctionnement des services représentent 65 % du budget de fonctionnement et les seules dépenses salariales 54 %. Le budget d'investissement est en baisse et de toute façon il n'est réalisé que s'il y a des fonds disponibles donc très rarement à cent pour cent. La charge de la dette publique s'élève à 14,7 MDS (y compris les pensions, soit 12,3 pour les seuls emprunts) soit le quart du budget de fonctionnement ; cette charge est en très forte augmentation (+ 79 % en un an) en partie à cause de la hausse du dollar qui accroît le remboursement (7 MDS) de la dette extérieure. Dans le budget de fonctionnement prévisionnel 1983 la répartition fonctionnelle des dépenses était la suivante :

Education	20 %
Défense	19 %
Services publics généraux	15 %
Santé, social	14 %
Services économiques	9 %
Non ventilé et autres	23 %
	<hr/>
	100 %

5.2 - Les opérations de l'Etat.

Les opérations de l'Etat se soldent ces deux dernières années par un déficit global de l'ordre de 20 MDS CFA, en nette augmentation par rapport aux années précédentes (82-83/79-81 = + 45 %). La position nette du gouvernement s'est fortement détériorée en 1983 : - 7,1 MDS en décembre (9 % de la masse monétaire) contre + 0,6 MDS un an plus tôt.

5.3 - La dette extérieure.

L'encours de la dette décaissée a fortement augmenté ces dernières années en particulier en 1983 (mais la source étant différente le mode de calcul a pu varier). Fin 1983 il s'élevait à 195,8 MDS soit plus de la moitié du PIB (53 %). Le service de la dette correspondant était de 7 MDS (+ 19 % en un an) soit 16,6 % de la valeur des exportations. Les prévisions donnent à penser

que le service de la dette en 1984 atteindra 14,9 Mds soit plus du double de celui de l'année précédente. Ceci va nécessiter le rééchelonnement de la dette extérieure auprès du club de Paris et l'octroi d'un crédit stand-by par le FMI ; toutefois un tel accord est difficile compte-tenu des orientations politiques actuelles de la Haute-Volta.

#### 6. - CONCLUSION :

La Haute-Volta est un pays pauvre aux ressources limitées qui a subi les conséquences financières de la crise économique internationale. L'instabilité politique (trois coups d'Etat en trois ans) et l'option révolutionnaire du régime actuel ne sont pas faites pour faciliter l'amorce d'une solution alors même que des décisions sont à prendre dans le domaine économique ne serait-ce que pour rassurer le secteur privé qu'il soit voltaïque ou étranger (français pour l'essentiel) ; faute de solutions appropriées les faillites risquent de se multiplier et la situation de continuer à se dégrader.

Un "plan populaire de développement" (1984-1985) vient d'être lancé qui vise trois objectifs : l'autosuffisance alimentaire, la couverture des besoins sociaux fondamentaux (éducation, santé, habitat) et l'élimination de la dépendance économique. Ce plan comprend un ensemble de projets d'investissements visant à satisfaire les besoins les plus urgents, en eau, produits vivriers, logements et infrastructures de base. Il a été conçu selon le principe que "la Haute-Volta peut et doit compter sur ses propres forces".

Quelle que soit la volonté de ce peuple de se sortir du sous-développement économique il aura encore besoin pendant longtemps d'une assistance extérieure massive qui ne saurait lui faire défaut sans conséquences graves. La part et la responsabilité de la France dans cette aide indispensable est primordiale et on ne saurait y renoncer même si le contexte est difficile.

- 7 -

A N N E X E

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Population totale (milliers d'h)	5814	5886	5957	6030	6102	6176
Population urbaine (milliers d'h)	417	437	457	477	498	521
Popul. urb./popul.TOT.(%)	7,2	7,4	7,7	7,9	8,2	8,4
P.I.B. (milliards F.CFA courants) (au prix du marché) (1)	252,8	271,9	307,5	337,3	367,0	
taux de croissance du PIB en volume (%)	0,5	3,4	1,6	1,6	3,3	
P.I.B. (milliards F.CFA courants) (au coût des facteurs) (1)	233,2	255,9	277,4	307,3	334,3	
1. Primaire	95,6 41 %	102,6 40 %	109,5 39 %	116,4 38 %		
2. Secondaire	39,8 17 %	43,0 17 %	48,9 18 %	53,6 17 %		
3. Tertiaire	97,8 42 %	110,3 43 %	119,0 43 %	137,3 45 %		
	79/80	80/81	81/82	82/83	83/84	84/85
<u>Estimation des</u> <u>Principales productions (milliers t.)</u>						
mil et sorgho	1040	889	1114	1049		
maïs	104	98	132	111		
riz paddy	47	29	29	27		
coton-graine	78	63	58	76	72	
canne à sucre	283	260	284	277		
arachide coque	69	53	78	105		
(dont commercialisé)	(1,7)	(0,2)	(0,6)	(2,0)	(2,1)	
sésame	4	2	4	4	4	
karité commercialisé (amandes)	40	50	27	24	45	
Indice de la production agricole (1976/77 = 100) dont céréalière	128 127	111 108	132 136	126 126	123 121	
dont d'exportation	126	118	91	108	126	
<u>Situation alimentaire (milliers t.)</u>						
Disponible crééalier brut (prod.)	1191	1016	1275	1187	1135	
Besoins à 180 kg/tête	1047	1059	1072	1085	1098	1112
Déficit (-) ou excédent (+) théorique	+144	-43	+203	+102	+ 37	
Déficit (ou excédent) besoins (%)	+ 14	- 4	+ 19	+ 9	+ 3	
Prod./Demande (= prod. + import.) (%)	95	96	94	94	92	

(1) P.I.B. = Produit Intérieur Brut

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<u>Situation énergétique</u>						
Indice C.A. produits pétroliers (base 100 1970)	590	823	1084	1292	1468	
Consom. de produits pétroliers (milliers t.)	119	130	130	133	126	
Coût des importations de pétrole (Mds F.CFA) CAF	7,9	10,4	14,8	20,1	22,3	
en % des importations	10	11	15	18	18	
Indice de la prod. indus. (1976 = 100) FMI	179,4	193,8	187,2			
<u>Commerce extérieur</u> (milliards F.CFA) :						
Exportations FOB	28,2	33,9	33,2	39,4	42,1	projec.
dont produits agricoles	17,6 (62%)	22,8 (67%)	23,2 (70%)	26,9 (68%)	31,5 (75%)	
pt. du coton	5,7 (20%)	10,1 (30%)	9,2 (28%)	8,3 (21%)	9,8 (23%)	
pt. du karité	1,8 (6%)	2,7 (8%)	3,6 (11%)	5,0 (13%)	5,0 (12%)	
pt. de l'élevage	8,8 (31%)	9,0 (27%)	9,5 (29%)	12,0 (30%)	14,9 (35%)	
Importations CAF	78,4	94,0	101,3	113,7	125,2	
dont produits alimentaires	14,6 (19%)	16,4 (17%)	23,1 (23%)	22,2 (20%)	22,9 (18%)	
céréales	3,8 (5%)	4,1 (4%)	4,3 (4%)	8,2 (7%)		
riz	2,0 (3%)	2,6 (3%)	1,8 (2%)	3,6 (3%)		
biens d'équipement	28,0 (36%)	33,1 (35%)	35,0 (35%)	40,9 (36%)	47,1 (38%)	
produits pétroliers	7,9 (10%)	10,4 (11%)	14,8 (15%)	20,1 (18%)	22,3 (18%)	
Import. pt. pétroliers/total export. (%)	28,0	30,7	44,6	51,0	53,0	
Import. pt. alim./total export. (%)	51,8	48,4	69,6	56,3	54,4	
Exportations/Importations (%)	36,0	36,1	32,8	34,7	33,6	
Indice des prix à l'exportation (1) (base 100 en 76)	95,7	104,5	127,0	130,3	171,9	mai 213,7
Indice des prix à l'importation (2) (même base)	126,2	146,9	170,9	196,9	215,9	
Termes de l'échange (1)/(2)	76	71	74	66	80	



	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<u>Balance des paiements</u> (milliards F.CFA)						
			estim.	estim.	projec.	
Exportations FOB	28,2	33,9	33,2	39,4	42,1	
Importations FOB	66,1	77,5	82,0	90,4	101,0	
Balance marchandises FOB	- 37,9	- 43,6	- 48,8	- 51,0	- 58,9	
Balance biens et services	- 69,3	- 78,4	- 83,9	- 88,5	- 98,6	
Balance courante	- 12,1	- 10,3	- 17,3	- 23,5	- 29,6	
Solde global	+ 2,6	+ 2,7	+ 0,5	- 3,3	- 5,3	
<u>Monnaie - Crédit (décembre)</u> (milliards F.CFA)						
Avoirs extérieurs nets	- 5,3	- 3,3	- 2,8	- 6,1	+ 5,6	
Position nette du gouvernement	- 2,3	- 3,4	+ 1,5	+ 0,6	- 7,1	
Crédits à l'économie	56,8	59,9	63,1	72,7	76,1	
Masse monétaire	46,2	53,2	63,7	71,4	80,0	
(% annuel d'augmentation)	(+ 8,8)	(+15,0)	(+19,0)	(+12,0)	(+12,1)	
dont circulation fiduciaire	17,4	19,9	24,8	27,0	31,7	
dépôts en banque (particuliers et entreprises)	27,3	31,8	37,4	43,0	47,0	
<u>Indice des prix</u>						
Consommation africaine (1970 = 100)	204,1	229,0	246,3	276,0	299,1	
% augmentation annuelle	+ 6,7	+ 12,2	+ 7,6	+ 12,1	+ 8,4	
Consommation assistance technique. % augmentation annuelle	+ 12,8	+ 8,4	+ 14,3	+ 12,9	+ 6,8	
<u>Dettes extérieures publiques</u>						
Encours dette décaissée	54,5	72,9	85,1	119,5	195,8	
Service de la dette	1,9	3,6	4,0	5,9	7,0	14,9
Encours dette / P.I.B. (%)	21,6	26,8	27,7	35,4	53,4	
Service dette / exportations (%)	6,7	10,6	12,0	15,0	16,6	

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<u>Budget prévisionnel</u> (milliards F.CFA)						
Budget de fonctionnement	32,6	35,2	39,6	45,3	53,7	58,9
Budget d'équipement	4,1	5,0	7,8	2,5	4,2	3,7
Sous-total	36,7	40,2	47,4	47,8	57,9	62,6
Comptes spéciaux du trésor				5,9	4,6	
TOTAL				53,7	62,5	
dont recettes propres extra-ordinaires			1,7	1,8	2,3	4,9
" charge de la dette	2,2	2,9	4,0	5,8	8,2	14,7
" emprunt extérieur	1,0		5,1		3,7	5,0
<u>Exécution des opérations de l'Etat</u>						
Recettes	38,2	41,2	44,9	49,7	51,0	
Dépenses de fonc. budg.	31,3	33,4	36,7	48,3	50,2	
Autres dépenses courantes	+ 0,3	0,2	3,6	5,8	+ 1,0	
Solde opérations courantes	+ 7,2	+ 7,6	+ 4,6	+ 4,4	+ 1,8	
Dépenses en capital :						
budget	9,4	8,5	10,7	6,7	7,0	
autres	32,3	40,8	37,9	39,0	45,0	
subventions	-24,9	-24,6	-29,1	-29,7	-30,9	
Déficit global	- 9,6	-17,1	-14,9	-20,4	-19,8	